

SUJET A

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les effets du **commerce international** sur les **inégalités** sont contrastés.

DOCUMENT 1

Bien que le commerce international ait contribué à **accroître le niveau de vie dans de nombreux pays** en développement, le processus d'intégration dans l'économie mondiale par le biais du commerce s'est aussi traduit par une **polarisation de la répartition des revenus**, en particulier à l'intérieur des pays. Des études montrent que les **inégalités économiques entre les pays ont diminué** mais qu'elles ont **augmenté en moyenne à l'intérieur de chaque pays** par suite d'une hausse rapide des revenus en haut de l'échelle et de leur stagnation au niveau le plus bas [...].

Le modèle de délocalisation de la production mondiale, qui passe par le **morcellement des processus de production dans divers pays**, a **énormément contribué à la réduction des inégalités** d'un pays à l'autre, à la création d'emplois et à la hausse du niveau de vie dans de nombreux pays en développement. Toutefois, la **délocalisation a également accru les inégalités à l'intérieur des pays développés** [...] en **abaissant les salaires des travailleurs non qualifiés et en réduisant les perspectives d'emploi des ouvriers**.

Source : « Les politiques commerciales et leurs répercussions sur les inégalités », Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement (CNUCED), mai 2019.

De nombreux passages sont mobilisables. Le texte est structuré autour de deux effets :

- L'effet du commerce international, paragraphe 1 (**surlignage jaune**)
- L'effet de délocalisation de la production (d'internationalisation de la chaîne de valeur), paragraphe 2 (**surlignage vert**)

DOCUMENT 2

Indice du PIB par habitant de quelques pays (en dollars constants de 2015) entre 1980 et 2020

Indice base 100 = Monde

	1980	1990	2000	2010	2020
Chine	7,28	13,33	27,86	60,41	98,39
France	398,41	420,10	426,63	381,24	339,51
Inde	6,55	7,85	9,62	13,31	17,19
Corée du Sud	68,55	137,93	215,78	272,25	297,21
États-Unis	526,36	578,50	618,27	564,38	552,20
Monde	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Source : d'après Banque Mondiale, 2022.

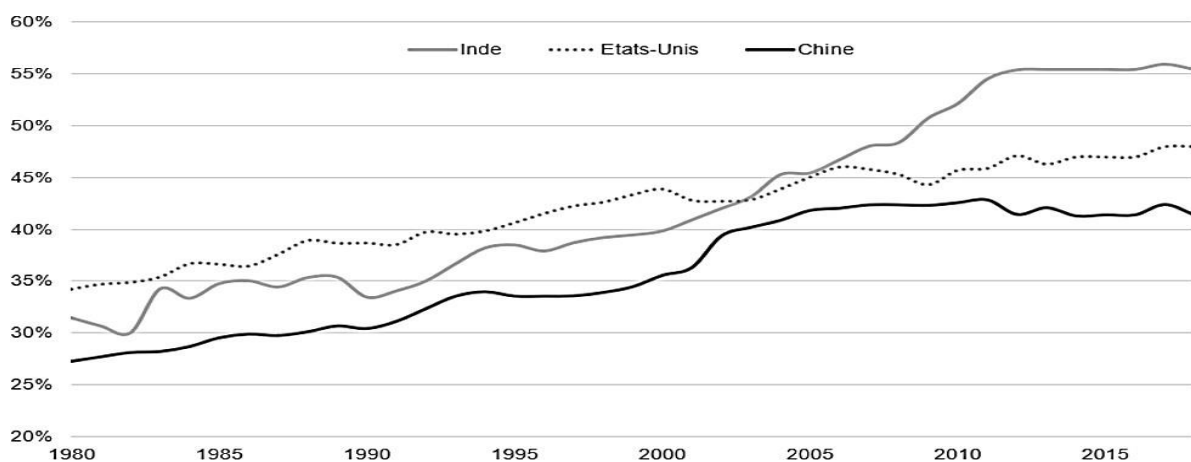
Ce document peut être utilisé pour montrer **la réduction des inégalités de PIB par habitant entre les pays**. On pouvait par exemple comparer la Chine ou la Corée du Sud à la France ou aux USA. Il est indispensable de procéder à une lecture rigoureuse des indices et de montrer la réduction des inégalités à l'aide d'un savoir-faire.

Lecture d'un indice : D'après une publication de la Banque Mondiale datant de 2022, en 1980 l'indice du PIB par habitant en dollars constants de 2015 était de 7.28 points pour la Chine, base 100 pour le monde. Cela signifie que le PIB par habitant de la Chine était inférieur de 92.72 % à la moyenne mondiale.

Montrer la réduction des inégalités (en prenant par exemple la Chine et la France) : L'indice de la Chine a été multiplié par environ 13 entre 1980 et 2020, le PIB par habitant de la Chine a pratiquement rejoint la moyenne mondiale (-1.61% par rapport au monde) alors que celui de la France a légèrement diminué passant de 398.41 points à 339.51 points donc les inégalités de PIB par habitant ont diminué.

DOCUMENT 3

Part (en %) dans le revenu national détenue par les 10 % les plus riches entre 1980 et 2018



Source : d'après *Laboratoire sur les inégalités mondiales*, www.wid.world.

Ce document peut être utilisé pour montrer l'accroissement des inégalités de revenu au sein des pays. On constate qu'il s'agisse des USA (pays développé) ou de l'Inde et la Chine (pays émergents) la part du revenu national détenue par les 10% les plus riches augmente donc les inégalités augmentent. Une lecture rigoureuse est attendue ainsi qu'une comparaison temporelle pour montrer la progression des inégalités mais aussi une comparaison des évolutions entre pays.

Lecture : D'après *Laboratoire sur les inégalités mondiales*, www.wid.world., en Inde, en 2018, les 10% des individus les plus riches détenaient 55% du revenu national autrement dit les 90% restants se partageaient seulement 45% du revenu national.

Comparaison temporelle : Entre 1980 et 2018, en Chine, la part détenue par les 10% les plus riches a progressé de 15 points passant de 27% à 42%, aux USA, elle a progressé de 14 points passant de 34% à 48% et finalement en Inde, elle a progressé de 23 points passant de 32% à 55%.

Comparaison entre pays (à partir des données précédentes) : on constate que les inégalités en Chine et aux USA ont progressé au même rythme par contre les inégalités ont progressé plus rapidement en Inde. On remarque aussi que l'ampleur des inégalités varie d'un pays à l'autre, elles sont plus fortes en Inde qu'aux USA et finalement qu'en Chine.

Proposition de correction

Introduction

Accroche : Les théories classiques du commerce international d'Adam Smith (avantages absolus) et David Ricardo (avantages comparatifs) montrent que les échanges internationaux sont mutuellement avantageux pour les nations qui y participent mais elles font l'impasse sur le lien entre le commerce et l'évolution des inégalités.

Présentation du sujet :

- Commerce international : notion qui renvoie à la multiplication des échanges de biens et de services entre les pays. Le commerce international se traduit donc par des flux d'importations et d'exportations auxquels correspondent des contreparties monétaires. Pour s'insérer dans les échanges, les pays se spécialisent sur certaines productions, ils peuvent pour cela s'appuyer sur leurs dotations factorielles et technologiques qui seront source d'avantages comparatifs. L'essor des échanges internationaux depuis les années 1950 peut s'expliquer de différentes façons : baisse des coûts de transport, accords de libre-échange, développement des firmes multinationales.
- Inégalités : une inégalité est une différence qui se traduit par des avantages ou des désavantages sur une échelle de valeurs collectives. On distingue les inégalités économiques des inégalités sociales mais le sujet commande de s'intéresser aux inégalités économiques et termes de salaire, de revenu, de patrimoine ou de PIB par habitant. Nous savons néanmoins que les inégalités forment un système. Pour affiner l'analyse, il convient ici de distinguer les inégalités internes, au sein des pays des inégalités entre les pays.

ATTENTION : le cadre temporel est ici très important : le dossier impose de traiter le sujet après les années 1980 (d'autant plus que nous avons vu en classe qu'avant les années 1980 les inégalités entre pays augmentaient et qu'au sein des pays, elles diminuaient, document 3 dossier 3)

Problématique : Quels sont les effets du commerce international sur les inégalités entre les pays et au sein des pays depuis les années 1980 ?

Annnonce : La première partie sera consacrée à l'étude des effets du commerce international sur les inégalités entre pays, la seconde à l'analyse des inégalités internes.

Partie 1 : Les effets du commerce international sur les inégalités entre pays

Éléments de connaissances mobilisables	Mobilisation des documents
<p>A- Spécialisation et insertion dans les échanges par des stratégies de croissance extraverties :</p> <p>La participation aux échanges internationaux a permis à certains pays de s'enrichir en se spécialisant pour s'insérer dans le commerce mondial (avantages comparatifs et dotations factorielles et technologiques peuvent être mobilisés ici). C'est le cas pour les 4 dragons (Hong Kong, Singapour, Taïwan et la Corée du Sud) qui, depuis les années 1980 dans le sillage du Japon, ont profité d'une croissance exceptionnelle. Cette croissance a été rendue possible par leur insertion dans les échanges puisque ces pays ont adopté une stratégie de croissance extravertie (tournée vers le reste du monde) et ont donc profité de nouveaux débouchés (extension des marchés).</p>	<p><u>Document 1</u></p> <p>« le commerce international ait contribué à accroître le niveau de vie dans de nombreux pays en développement »</p> <p>« Des études montrent que les inégalités économiques entre les pays ont diminué »</p> <p>« le morcellement des processus de production dans divers pays, a énormément contribué à la réduction des inégalités d'un pays à l'autre, à la création d'emplois et à la hausse du niveau de vie dans de nombreux pays en développement »</p>
<p>B- Stratégie de remontée de filière et théorie du vol d'œuvres sauvages :</p> <p>Cet exemple est d'autant plus significatif que ces économies ont adopté une stratégie de remontée de</p>	<p><u>Document 2</u></p> <p>Ce document peut être utilisé pour montrer la réduction des inégalités de PIB par habitant entre les pays. On pouvait par exemple comparer la Chine ou la Corée du</p>

filière. C'est-à-dire qu'elles ont fait évoluer leur spécialisation vers des productions à plus forte valeur ajoutée passant du textile à l'électronique grand public, puis aux nouvelles technologies. Cela a aussi généré des effets d'entraînement sur leurs voisins, une observation que l'économiste japonais **Kaname Akamatsu** a théorisé sous le nom de **théorie du vol d'oies sauvages**. Le Japon ayant entraîné les 4 dragons dans son sillage par un transfert progressif de spécialisations.

C- Transferts de technologies :

Finalement, la mondialisation favorise aussi le **transfert de technologies** entre les nations (via les échanges de biens et services mais aussi via la fragmentation et l'internationalisation des chaînes de valeur, exemple de l'industrie automobile) et permet ainsi le rattrapage sur les économies les plus avancées. Le commerce international permet donc bel et bien de réduire les inégalités entre les pays.

Cependant il ne profite pas à tous les pays de la même façon (exemple de l'Afrique subsaharienne).

Sud à la France ou aux USA. Il est indispensable de procéder à une lecture rigoureuse des indices et de montrer la réduction des inégalités à l'aide d'un savoir-faire.

Lecture d'un indice : D'après une publication de la Banque Mondiale datant de 2022, en 1980 l'indice du PIB par habitant en dollars constants de 2015 était de 7.28 points pour la Chine, base 100 pour le monde. Cela signifie que le PIB par habitant de la Chine était inférieur de 92.72 % à la moyenne mondiale.

Montrer la réduction des inégalités (en prenant par exemple la Chine et la France) : L'indice de la Chine a été multiplié par environ 13 entre 1980 et 2020, le PIB par habitant de la Chine a pratiquement rejoint la moyenne mondiale (-1.61% par rapport au monde) alors que celui de la France a légèrement diminué passant de 398.41 points à 339.51 points donc les inégalités de PIB par habitant ont diminué.

Partie 2 : Les effets du commerce international sur les inégalités au sein des pays

Éléments de connaissances mobilisables

A- Polarisation des emplois et des revenus

La spécialisation des économies sur certaines productions entraîne des **inégalités internes** entre différents niveaux de qualification de main d'œuvre. Une partie de la main d'œuvre trouvera ainsi sa place sur le marché du travail alors qu'une autre sera confrontée au chômage et aux emplois précaires mal rémunérés.

Ainsi dans certaines économies (aux USA par exemple) on observe une polarisation des emplois. La mondialisation modifie la demande relative de travail en faveur du travail qualifié (ingénieur) et peu qualifié (ouvrier du bâtiment). Et inversement en défaveur du travail moyennement qualifié (employé de bureau). C'est le caractère « délocalisable » ou non de l'emploi qui permet de comprendre cela. **Le travail routinier et délocalisable à moindre coût** sera plus facilement délocalisé donc les salariés qui occupaient ces postes seront confrontés à l'absence d'emploi. Ce sont donc les emplois intermédiaires, du milieu de la distribution qui sont les plus concernés à l'instar des services informatiques simples délocalisés en Inde ou des ateliers textiles en Asie. Ces inégalités d'accès à l'emploi se traduisent par des inégalités de revenus et des inégalités sociales (accès à la santé, au logement, à l'éducation, etc.).

B- Le théorème Stolper-Samuelson

Le **théorème de Samuelson et Stolper** (années 1940) montre aussi que le libre-échange, même s'il favorise l'élévation de la richesse moyenne de deux pays qui s'y

Mobilisation des documents

Document 1

« commerce s'est aussi traduit par une polarisation de la répartition des revenus, en particulier à l'intérieur des pays »

« qu'elles ont augmenté en moyenne à l'intérieur de chaque pays par suite d'une hausse rapide des revenus en haut de l'échelle et de leur stagnation au niveau le plus bas »

« la délocalisation a également accru les inégalités à l'intérieur des pays développés [...] en abaissant les salaires des travailleurs non qualifiés et en réduisant les perspectives d'emploi des ouvriers »

Document 3

Ce document peut être utilisé pour montrer l'accroissement des inégalités de revenu au sein des pays. On constate qu'il s'agisse des USA (pays développé) ou de l'Inde et la Chine (pays émergents) la part du revenu national détenue par les 10% les plus riches augmente donc les inégalités augmentent. Une lecture rigoureuse est attendue ainsi qu'une comparaison temporelle pour montrer la progression des inégalités mais aussi une comparaison des évolutions entre pays.

Lecture : D'après *Laboratoire sur les inégalités mondiales*,

livrent, peut entraîner une augmentation des inégalités dans le pays qui se spécialise dans une production nécessitant de la main d'œuvre qualifiée et une réduction des inégalités dans celui qui se spécialise sur les productions mobilisant de la main d'œuvre peu qualifiée.

C- La courbe de l'éléphant

Les travaux de **Branko Milanovic (Courbe de l'éléphant)** ont aussi montré que les plus riches des pays développés ont profité de la mondialisation pour s'enrichir rapidement et que les principales victimes sont les classes moyennes et populaires des pays développés, exposées à la concurrence d'une main d'œuvre moins coûteuse dans les pays émergents et en développement.

www.wid.world., en Inde, en 2018, les 10% des individus les plus riches détenaient 55% du revenu national autrement dit les 90% restants se partageaient seulement 45% du revenu national.

Comparaison temporelle : Entre 1980 et 2018, en Chine, la part détenue par les 10% les plus riches a progressé de 15 points passant de 27% à 42%, aux USA, elle a progressé de 14 points passant de 34% à 48 % et finalement en Inde, elle a progressé de 23 points passant de 32% à 55%.

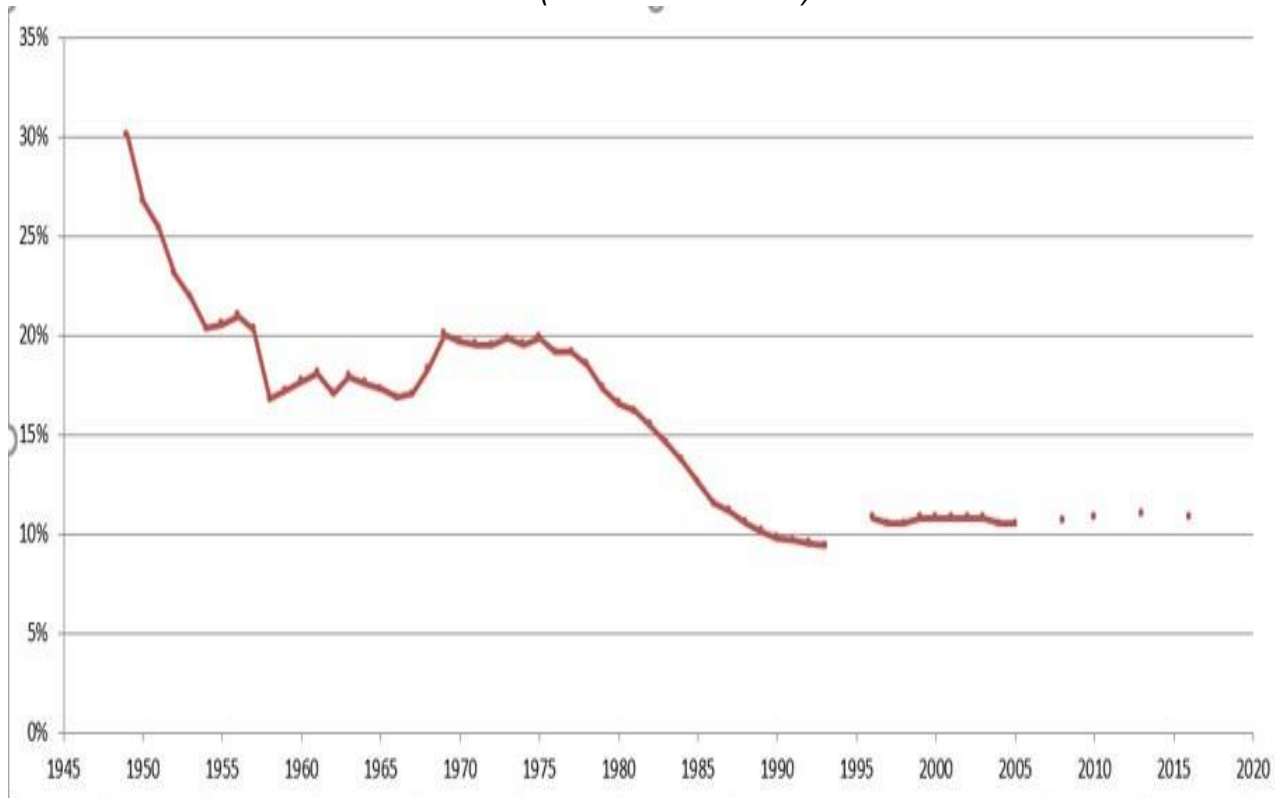
Comparaison entre pays (à partir des données précédentes) : on constate que les inégalités en Chine et aux USA ont progressé au même rythme par contre les inégalités ont progressé plus rapidement en Inde. On remarque aussi que l'ampleur des inégalités varie d'un pays à l'autre, elles sont plus fortes en Inde qu'aux USA et finalement qu'en Chine.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que l'action collective a connu de multiples transformations.

DOCUMENT 1

La syndicalisation des salariés en France depuis 1949

(en % des salariés)



Champ : Ensemble des salariés de plus de 15 ans – France métropolitaine.

Source : DARES, *La syndicalisation*, rubrique Données, octobre 2018.

Note : Les enquêtes n'ont pas été menées à certaines périodes.

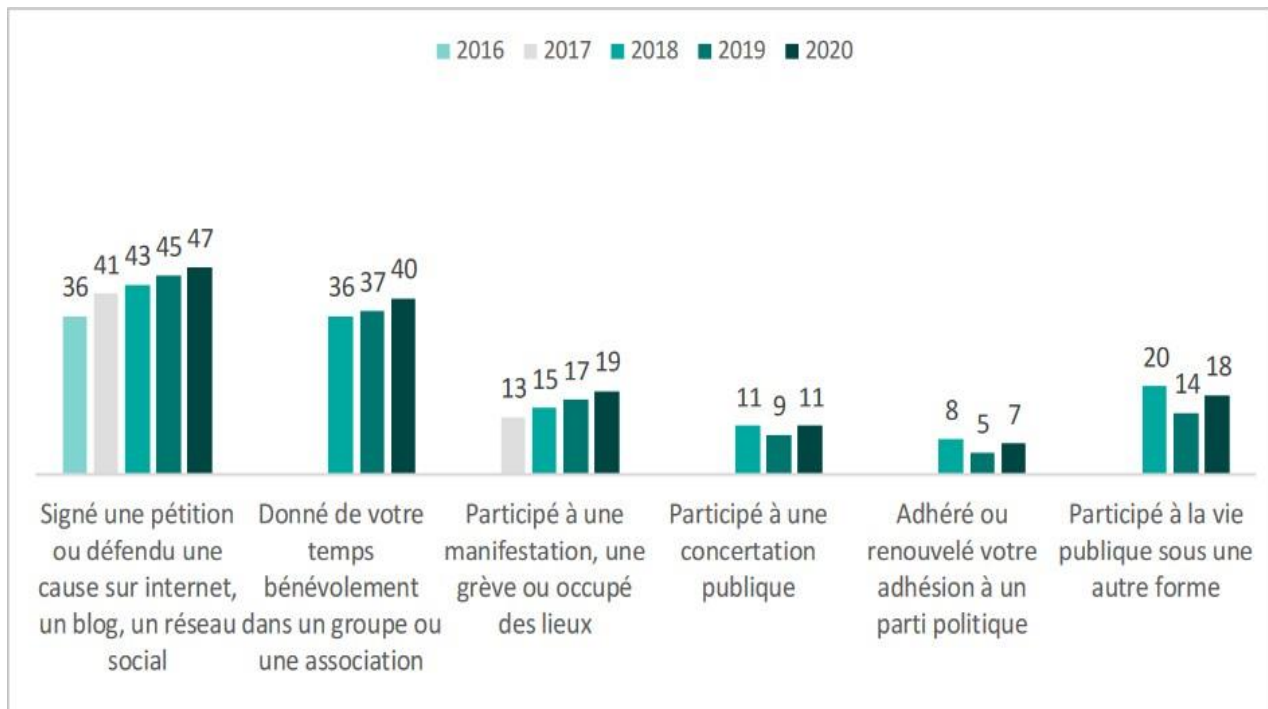
Lecture : D'après une publication de la DARES datant de 2018, en 1950 en France 30% des salariés de plus de 15 ans étaient syndiqués. Autrement dit, sur 100 salariés, 30 étaient adhérents à un syndicat.

Exploitation du document : On constate que le taux de syndicalisation a fortement diminué entre 1950 et le début des années 1990 passant de 30% à environ 10%, il a donc diminué de 20 points, a été divisé par 3. Entre 1990 et 2016, il est resté assez stable, à un niveau faible, légèrement supérieur à 10%

DOCUMENT 2

Formes de participation déclarées par les 18-30 ans (en %)

« Au cours des douze derniers mois, avez-vous... ? »



Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

Note : certaines données ne sont pas disponibles.

Source : d'après Lucie BRICE MANSENCAL, Manon COULANGE, Colette MAES, JörgMÜLLER, *Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2020*, Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) 2020.

Lecture : D'après une publication de l'INJEP datant de 2020, en 2020, 47% des jeunes âgés de 18 à 30 ans ont signé une pétition ou défendu une cause sur internet, un blog ou un réseau social au cours des douze derniers mois.

Exploitation du document : On constate que les jeunes privilégient certains répertoires d'action comme la signature d'une pétition qui progresse de 11 points passant de 36% à 47 % entre 2016 et 2020, le bénévolat qui progresse passe de 36% à 40%. Mais en revanche d'autres répertoires sont moins mobilisés comme la participation à une concertation publique (environ 10%), l'adhésion à un parti politique (en baisse, entre 5 et 8% sur la période). La participation à une manifestation ou une grève est en progression de 13% à 19% entre 2016 et 2020 mais reste deux fois moins fréquente que le bénévolat par exemple. Finalement, un certain nombre de jeunes ont participé différemment à la vie politique sur cette période (entre 14% et 20%) ce qui soutient le constat d'une diversification des répertoires de l'action collective chez les jeunes

DOCUMENT 3

Si les conflictualités dans et entre les espaces publics méritent d'être interrogées, c'est qu'elles se renouvellent sans cesse au gré des conjonctures et des contextes [...]

La fin des années 1970 et le début des années 1980 marquent l'avènement de ce que de nombreux auteurs ont qualifié de *nouveaux mouvements sociaux*, constitués des luttes féministes, des luttes environnementalistes ou encore des luttes antiracistes. L'idée défendue par ces travaux est le passage d'une lutte structurée autour de la classe sociale à des luttes marquées par la revendication d'émancipation. En France, le sociologue Alain Touraine voit par exemple dans ces *nouveaux mouvements sociaux* l'émanation d'une société post-industrielle, dans laquelle les mouvements ouvriers s'affaiblissent au profit de nouvelles formes de contestation revendiquant liberté, autonomie et autogestion dans les différentes sphères de la vie sociale [...]

Accéder à la sphère publique globale apparaît souvent pour les minorités comme une nécessité pour que leurs revendications soient mises à l'agenda politique. Elles sont ainsi contraintes de lutter pour la visibilité et la reconnaissance en mettant en place des actions visant à publiciser leur cause auprès de plusieurs instances (médias, pouvoirs publics, etc.). Jean-Philippe De Oliveira montre comment la mobilisation des associations de lutte contre le sida – Act'Up et Aides – a permis, à terme, la reconnaissance des groupes LGBT¹ par l'État français ainsi qu'au sein du discours public. Néanmoins, la plupart des mobilisations collectives restent à l'ombre des grands médias : moins de 5 % des manifestations font ainsi l'objet d'un article dans la presse nationale par exemple.

Source : Marion DALIBERT, Nelly QUEMENER, « Rapports sociaux et hégémonie. Conflictualités dans les espaces publics », *Études de communication*, 2017.

1 : groupes LGBT : groupes de personnes lesbiennes, gays, bi-sexuelles et transsexuelles.

Exemples d'acteurs de NMS

Analyse des transformations des revendications

Nouveaux mouvements qui mobilisent les médias et permettent l'expression des luttes minoritaires

Résultats obtenus par ces actions collectives

Modération de la médiatisation

Proposition de correction

Introduction

Accroche : L'année 2023 a été marquée par des affrontements parfois violents entre les militants écologistes et les forces de l'ordre, que ce soit en France sur la question des « méga-bassines » ou en Allemagne où 35000 personnes se sont opposées à l'extension d'une mine de lignite à ciel ouvert aux côtés de Greta Thunberg (article sur le blog !)

Mobilisez vos présentations orales ! Gilets jaunes, bonnets rouges, zadistes, L214, ...

Présentation du sujet :

- Action collective : ensemble d'actions concertées d'un ou de plusieurs groupes d'individus en vue de faire triompher une cause. Il peut s'agir aussi bien de conflits sociaux, affrontements entre plusieurs groupes sociaux qui ont des intérêts à première vue incompatibles sur une situation et qui agissent pour la modifier à leur avantage que de mouvements sociaux, action collective visant à transformer l'ordre social. Pour le sociologue Alain Touraine, pour que l'on puisse parler de mouvement social 3 principes doivent être respectés : identité, opposition et totalité. Dans le cadre des mouvements sociaux, il n'est pas toujours possible d'identifier un adversaire (ex : l'altermondialisme). On pouvait aussi développer la notion d'engagement politique : implication durable d'un individu dans des actions défendant une cause collective (vote, consommation engagée, engagement associatif, militantisme au sein d'un syndicat, d'un parti ou d'un mouvement).
- Multiplés transformations : Les transformations sont multiples puisqu'elles concernent à la fois les acteurs qui sont au cœur de l'action collective, les modes d'organisation que ces acteurs vont privilégier mais aussi les objets c'est-à-dire les enjeux, les revendications portées par ces mouvements et finalement les répertoires d'action qui seront plébisciter c'est-à-dire les modalités de mise en œuvre de l'action collective.

Problématique : Quelles mutations ont affecté les différentes dimensions de l'action collective depuis les années 1970 en France ?

Annnonce : Nous étudierons successivement les transformations qui ont concerné les acteurs et leurs formes d'organisation puis les mutations concernant les objets, les enjeux de l'action collective pour terminer sur l'examen des évolutions des répertoires d'action.

Partie 1 : Evolution des acteurs et formes d'organisation

Eléments de connaissances mobilisables	Mobilisation des documents
<p>A- des acteurs des conflits sociaux (travailleurs / syndicats et organisations patronales) ...</p> <p>B- ...aux acteurs des mouvements sociaux (société civile, citoyens, régionalistes, altermondialistes, écologistes féministes, groupes minoritaires / formes d'organisations moins centralisées, plus flexibles, rotations des dirigeants, associations, groupements, ONG, organisations bio-dégradables... + exemples précis)</p>	<p><u>Document 1</u></p> <p>Lecture : D'après une publication de la DARES datant de 2018, en 1950 en France 30% des salariés de plus de 15 ans étaient syndiqués. Autrement dit, sur 100 salariés, 30 étaient adhérents à un syndicat.</p> <p>Exploitation du document : On constate que le taux de syndicalisation a fortement diminué entre 1950 et le début des années 1990 passant de 30% à environ 10%, il a donc diminué de 20 points, a été divisé par 3. Entre 1990 et 2016, il est resté assez stable, à un niveau faible, légèrement supérieur à 10%</p> <p><u>Document 3</u></p> <p>« La fin des années 1970 et le début des années 1980 marquent l'avènement de ce que de nombreux auteurs ont qualifié de <i>nouveaux mouvements sociaux</i>, constitués des luttes féministes, des luttes environnementalistes ou encore des luttes antiracistes. »</p>

Partie 2 : Evolution des objets de l'action collective

Eléments de connaissances mobilisables	Mobilisation des documents
<p>A- L'évolution des objets des conflits du travail (revendications tradi : salaires, conditions de travail, droits / nouvelles revendications depuis les années 1980-90: délocalisations [Whirlpool 2017], fermetures de sites industriels [Continental, 2010])</p> <p>B- L'émergence de nouvelles revendications post-matérialistes avec les NMS à partir des années 1970 (revendications plus qualitatives, culturelles, égalité, liberté, reconnaissance, altruisme, valeurs démocratiques + exemples pour illustrer)</p>	<p><u>Document 3</u></p> <p>« le passage d'une lutte structurée autour de la classe sociale à des luttes marquées par la revendication d'émancipation. En France, le sociologue Alain Touraine voit par exemple dans ces <i>nouveaux mouvements sociaux</i> l'émanation d'une société post-industrielle, dans laquelle les mouvements ouvriers s'affaiblissent au profit de nouvelles formes de contestation revendiquant liberté, autonomie et autogestion dans les différentes sphères de la vie sociale »</p> <p>la reconnaissance des groupes LGBT¹ par l'État français ainsi qu'au sein du discours public.</p>

Partie 3 : Evolution des répertoires de l'action collective

Eléments de connaissances mobilisables	Mobilisation des documents
<p>A- La diversification des répertoires des conflits du travail (grève, grève générale -> grève perlée, du zèle, débrayage, pétition, occupation de locaux, opération escargot, séquestration de patrons....)</p> <p>B- L'émergence de nouveaux répertoires d'action</p>	<p><u>Document 2</u></p> <p>Lecture : D'après une publication de l'INJEP datant de 2020, en 2020, 47% des jeunes âgés de 18 à 30 ans ont signé une pétition ou défendu une cause sur internet, un blog ou un réseau social au cours des</p>

liés aux NMS (originaux ludiques, spectaculaire, importance de l'espace médiatique, réseaux sociaux, faire le buzz + exemples : die-in, sit-in, actions topless des femem, love parade, survol de centrales en ULM, enchaînement rails, arbres...)

douze derniers mois.

Exploitation du document : On constate que les jeunes privilégient certains répertoires d'action comme la signature d'une pétition qui progresse de 11 points passant de 36% à 47 % entre 2016 et 2020, le bénévolat qui progresse passe de 36% à 40%. Mais en revanche d'autres répertoires sont moins mobilisés comme la participation à une concertation publique (environ 10%), l'adhésion à un parti politique (en baisse, entre 5 et 8% sur la période). La participation à une manifestation ou une grève est en progression de 13% à 19% entre 2016 et 2020 mais reste deux fois moins fréquente que le bénévolat par exemple. Finalement, un certain nombre de jeunes ont participé différemment à la vie politique sur cette période (entre 14% et 20%) ce qui soutient le constat d'une diversification des répertoires de l'action collective chez les jeunes

Document 3

« les minorités comme une nécessité pour que leurs revendications soient mises à l'agenda politique. Elles sont ainsi contraintes de lutter pour la visibilité et la reconnaissance en mettant en place des actions visant à publiciser leur cause auprès de plusieurs instances (médias, pouvoirs publics, etc) »

« Néanmoins, la plupart des mobilisations collectives restent à l'ombre des grands médias : moins de 5 % des manifestations font ainsi l'objet d'un article dans la presse nationale par exemple. »